



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 27 avril 2015
(OR. en)

8350/15

MACAO 1
COASI 56
ASIE 16
PE 86
ECOFIN 274
WTO 95
EDUC 112
COHOM 34

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour le Secrétaire général de la Commission européenne, Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, Directeur
Date de réception:	24 avril 2015
Destinataire:	Monsieur Uwe CORSEPIUS, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	JOIN(2015) 13 final
Objet:	Rapport conjoint au Parlement européen et au Conseil - Région administrative spéciale de Macao: rapport annuel 2014

Les délégations trouveront ci-joint le document JOIN(2015) 13 final.

p.j.: JOIN(2015) 13 final



LA HAUTE REPRÉSENTANTE DE
L'UNION POUR
LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET
LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Bruxelles, le 24.4.2015
JOIN(2015) 13 final

RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Région administrative spéciale de Macao: rapport annuel 2014

RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Région administrative spéciale de Macao: rapport annuel 2014

SYNTHÈSE

Depuis la rétrocession de Macao à la Chine continentale il y a 15 ans, l'Union européenne et ses États membres suivent de près l'évolution de la situation politique et économique dans la région administrative spéciale (RAS) de Macao dans le cadre du principe «un pays, deux systèmes». Pour tenir l'engagement qu'elle a pris en 1999 devant le Parlement européen, la Commission publie un rapport annuel sur l'évolution de la situation à Macao.

L'Union européenne souscrit à la politique d'une Chine unique et respecte la mise en œuvre du principe «un pays, deux systèmes» à Macao.

L'année 2014 a été marquée par le 15^e anniversaire de la rétrocession de Macao à la République populaire de Chine par le Portugal. À l'occasion de cet anniversaire, le président chinois, M. Xi Jinping, s'est rendu à Macao pour assister à titre officiel à l'investiture du nouveau gouvernement de la RAS.

L'UE estime qu'en 2014, en dépit de certaines difficultés, le principe «un pays, deux systèmes» a continué de bien fonctionner, ce qui a été profitable à la RAS de Macao, à la Chine dans son ensemble et à la communauté internationale. Le chef de l'exécutif, M. Chui Sai On, a été réélu pour un deuxième mandat. La campagne électorale s'est déroulée conformément aux dispositions de la loi fondamentale, les votes ayant été exprimés par les membres du comité électoral. Comme en 2004 et en 2009, un seul candidat s'était présenté au poste de chef de l'exécutif. La loi fondamentale de Macao ne prévoit pas l'introduction du suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif, mais le débat public à ce sujet prend de l'ampleur, de même que la question de savoir si les autorités devraient envisager de prendre des mesures pour favoriser une plus grande participation des citoyens à l'élection et faire en sorte que plusieurs candidats soient en lice pour le poste.

Les droits fondamentaux et les libertés fondamentales des citoyens de Macao ont continué d'être respectés. Des progrès ont été accomplis sur les plans de l'amélioration de la situation des travailleurs migrants, ainsi que de la lutte contre la violence domestique et la traite des êtres humains. Les médias de Macao ont continué de permettre l'expression d'un large éventail de points de vue. Toutefois, la liberté des médias est menacée par l'autocensure, les politiques en matière de personnel et des entraves telles que le refus d'accès à des conférences de presse. La liberté académique a été remise en cause par la décision de ne pas renouveler le contrat de deux professeurs qui avaient affirmé sans détour leurs opinions politiques.

L'économie de marché de Macao a continué de fonctionner efficacement, mais la croissance économique a souffert d'une forte baisse des recettes provenant des jeux, dont la RAS est trop tributaire. Une priorité essentielle consiste à améliorer les conditions de vie des citoyens ordinaires, qui sont confrontés à une hausse du coût de la vie et du coût du logement. La

coopération économique de Macao avec la Chine continentale, en particulier la province de Guangdong, et son intégration économique dans celle-ci progressent rapidement, ce qui aide Macao à faire face au manque de terres et de ressources humaines. Le transfert de l'université de Macao sur l'île de Hengqin est un événement historique à cet égard: cette île fait partie du territoire de la Chine continentale, mais l'université relève de la compétence de Macao. Le fonctionnement du gouvernement et du système judiciaire de Macao doit être modernisé et rendu plus efficient, notamment par une meilleure gestion des ressources humaines.

Les relations entre l'UE et Macao sont restées florissantes, les liens commerciaux se développant rapidement et la coopération fondée sur les politiques économiques, éducatives et environnementales s'élargissant. Les priorités pour 2015 sont la coopération dans les domaines de la diversification économique, des affaires juridiques et de la réglementation en matière économique.

Évolution de la situation politique

En 2014, M. Chui Sai On, le chef de l'exécutif de la RAS de Macao, a terminé son premier mandat quinquennal et a été réélu pour un deuxième mandat. La cérémonie d'investiture, à laquelle le président chinois, M. Xi Jinping, a assisté à titre officiel, a eu lieu le 20 décembre.

Cette reconduction a fait suite à la procédure électorale prévue dans la loi fondamentale, comportant un processus de nomination au sein du comité électoral (composé de 400 membres, principalement des personnalités et des hommes politiques soutenant le gouvernement) suivi d'un vote dans le même comité. En tant que candidat unique, le chef de l'exécutif en exercice, M. Chui Sai On, a été réélu sans opposition, avec 95,96 % des voix, soit 380 des 396 suffrages exprimés. En 2009, il avait également été élu sans concurrence aucune, tout comme son prédécesseur en 2004. En l'état actuel des choses, la loi électorale de Macao ne favorise pas une procédure de nomination concurrentielle. Pour que cette dernière le devienne, les autorités de la RAS de Macao pourraient envisager de modifier certaines dispositions du système électoral.

Le processus électoral a déclenché un débat sur l'introduction du suffrage universel à Macao. En réaction, au cours de sa campagne électorale, M. Chui Sai On s'est déclaré prêt à informer le gouvernement central chinois des points de vue des résidents de Macao sur la démocratie. Les groupes œuvrant pour la démocratie ont souligné qu'il n'avait entrepris aucune démarche pour inclure dans son manifeste une feuille de route en vue d'une véritable démocratie.

Le 30 août, trois groupes de militants ont réalisé une enquête officieuse sur l'élection du chef de l'exécutif; 95 % des 8 688 répondants se sont exprimés en faveur du suffrage universel pour l'élection de 2019. Le gouvernement de la RAS de Macao et le bureau de liaison du gouvernement central chinois ont condamné ce référendum citoyen, illégal selon eux. Les autorités n'ont pas permis aux organisateurs de faire la promotion de l'enquête dans les lieux publics et la Haute Cour d'appel a refusé de se prononcer sur le recours contre la décision des autorités. Certains experts juridiques ont estimé que la participation au référendum non officiel et la promotion de celui-ci relevaient de la liberté d'expression, protégée par la loi fondamentale. Au cours d'une réunion plénière de l'Assemblée législative, le 18 novembre,

les parlementaires ont rejeté la proposition des législateurs partisans de la démocratie d'organiser un débat sur l'introduction du suffrage universel à Macao.

Macao diffère de Hong Kong en ce que sa loi fondamentale et ses autres actes législatifs ne prévoient pas la possibilité d'instaurer le suffrage universel. Néanmoins, en mars 2013, le Comité des droits de l'homme (CCPR) des Nations unies, chargé de surveiller les droits civils et politiques, a invité le gouvernement de la RAS de Macao à présenter un programme de transition vers un suffrage universel et égal. En réponse, le gouvernement a réitéré ses réserves à l'égard de l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Toutefois, les autorités devraient encore examiner les moyens de favoriser une plus grande participation des citoyens à l'élection du chef de l'exécutif, de manière à renforcer la légitimité du poste, le soutien du public à la fonction, ainsi que la bonne gouvernance.

Politiques

Dans son discours de politique générale du 11 novembre, le dernier de son premier mandat, le chef de l'exécutif, M. Chui Sai On, a présenté un bilan des travaux du gouvernement en 2014, ainsi que les politiques et le budget prévus pour 2015. Portant un regard rétrospectif sur les cinq années précédentes, il a indiqué que le gouvernement avait mis en place des mécanismes à long terme dans cinq domaines étroitement liés à la vie quotidienne des citoyens: la sécurité sociale, les soins de santé, l'éducation, le logement et la culture des talents. Les dépenses dans ces cinq domaines, ainsi qu'en matière de sécurité publique et de services économiques, ont augmenté chaque année, passant de 53,9 % du budget total en 2010 à 67,6 % en 2013.

Si les questions liées aux moyens de subsistance ont toujours occupé une place relativement importante dans la politique du gouvernement, elles sont devenues plus urgentes encore après la manifestation sans précédent qui a réuni quelque 20 000 personnes en mai. La cause en était un projet de loi qui aurait accordé aux hauts fonctionnaires certaines modalités de départ à la retraite et l'immunité contre les poursuites pénales relatives à leurs activités dans l'exercice de leurs fonctions. Les manifestants ont également soulevé des problèmes liés à l'augmentation du coût de la vie, aux soins de santé, au logement, aux transports publics et à la pollution. À la suite de la manifestation, le chef de l'exécutif a déclaré que le gouvernement devait être plus ouvert à la société et renforcer la concertation avec les citoyens.

Le 20 décembre, le président, M. Xi Jinping, a prononcé un discours à l'occasion du 15^e anniversaire de la rétrocession de Macao à la Chine et de l'investiture du nouveau gouvernement de la RAS de Macao. Il a mentionné qu'au cours des 15 dernières années, avec l'aide du gouvernement central, Macao avait réussi à appliquer le principe «un pays, deux systèmes». Il a souligné la nécessité de consolider le développement économique et social de Macao et de s'efforcer de progresser davantage encore. Le président a fixé quatre priorités pour le nouveau gouvernement: améliorer la gouvernance fondée sur le droit à Macao, diversifier l'économie pour la rendre durable, résoudre les problèmes liés au niveau de vie de la population et réduire les disparités sociales et, enfin, former les jeunes afin qu'ils comprennent le principe «un pays, deux systèmes».

La coopération économique de Macao avec la Chine continentale, en particulier la province de Guangdong, et son intégration économique dans celle-ci se sont poursuivies, en application

de l'accord-cadre de coopération entre les régions. En plus de participer au développement et aux travaux de construction sur l'île de Hengqin et dans le district de Nansha dans la province de Guangdong, le gouvernement de Macao a été associé au développement des nouveaux districts de Zhongshan et de Cuiheng. Guangdong, Hong Kong et Macao ont organisé ensemble le 10^e forum sur la coopération et le développement dans la région du delta de la rivière des Perles.

Un événement majeur a été le transfert, en septembre, de l'université de Macao sur un nouveau campus situé sur l'île de Hengqin, à Zhuhai, dans la province du Guangdong. Bien que cette île fasse partie de la Chine continentale, le campus universitaire est placé sous la compétence et sous la gestion de la RAS de Macao. Le recteur de l'université, M. Wei Zhao, a décrit cette évolution comme une concrétisation réussie du principe «un pays, deux systèmes».

En matière de politique étrangère, le gouvernement a mis l'accent sur le renforcement du rôle de Macao en tant que plate-forme de services pour la coopération commerciale et économique entre la Chine et les pays lusophones. Il a organisé deux réunions ministérielles, soutenu les opérations du Fonds de développement de la coopération sino-portugaise et fait valoir le rôle de trait d'union de Macao pour ce qui est du commerce et des investissements entre la Chine et les pays lusophones. En septembre, le gouvernement a accueilli la huitième réunion ministérielle sur le tourisme de la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP), au cours de laquelle un fonds pour le développement des secteurs de la culture et de la création a été créé.

Égalité des chances, droits et libertés

Lors d'une réunion du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) des Nations unies tenue le 8 mai 2014, Macao a indiqué avoir réalisé des progrès considérables depuis le dernier examen du Comité. Pour répondre aux besoins du nombre croissant de travailleurs migrants se rendant à Macao (près de 80 000 d'entre eux, soit 60 % du total, en provenance de Chine continentale), le gouvernement de Macao et le gouvernement central chinois ont signé un protocole commun portant sur les pensions et d'autres questions, dont l'aide aux travailleurs migrants lors de leur arrivée, afin de faciliter leur intégration dans les communautés locales. La loi sur l'emploi de travailleurs non résidents a permis de garantir davantage les droits des travailleurs.

Des mesures ont été prises pour améliorer l'aide sociale: un système de protection sociale de base a été mis en place, des logements sociaux ont été construits, des allocations médicales ont été octroyées et la gratuité de l'enseignement pendant 15 ans a été introduite, parallèlement à des subventions visant à encourager les élèves à poursuivre leurs études. Les recommandations du Comité des Nations unies concernant l'éducation aux droits de l'homme et la sensibilisation des citoyens, des fonctionnaires et des agents des services répressifs à la protection de ces droits ont également été mises en œuvre.

Le 23 octobre, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a réitéré sa recommandation selon laquelle Macao devrait envisager la mise en place d'une institution indépendante en matière de droits de l'homme. Le Comité

s'est félicité du projet de loi sur la prévention et la répression de la violence domestique et a recommandé que celle-ci soit érigée en infraction pénale dont les auteurs seraient poursuivis d'office. Le 13 janvier 2015, la loi faisant de la violence domestique une infraction pénale a été adoptée par l'Assemblée législative. Toutefois, dans des cas de moindre gravité, la victime peut décider si elle souhaite ou non engager des poursuites. Comme annoncé par le bureau des affaires juridiques du gouvernement de la RAS de Macao en novembre 2014, les relations entre personnes du même sexe ne sont pas couvertes par cette loi. D'aucuns ont rappelé que le CESCR avait exhorté Macao à adopter une législation exhaustive en matière de lutte contre la discrimination envers les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres.

Les médias de Macao ont continué d'exprimer une multitude de points de vue et d'opinions. Toutefois, le nombre de cas d'autocensure signalés a progressé. En mars, une série de lettres ouvertes anonymes faisant état de cas d'autocensure ont été publiées. Certains journalistes se seraient vu refuser l'accès à des conférences de presse et le recrutement dans les médias serait influencé par des considérations politiques. Dans son rapport annuel 2014, la Fédération internationale des journalistes a exprimé son inquiétude face à l'autocensure, à la diminution de la neutralité politique de la police et à l'inégalité de traitement entre les journalistes pour des motifs politiques.

Des journalistes non locaux ont été interdits d'accès à des conférences de presse données par des hauts fonctionnaires de Macao et de Chine continentale. En août, des journalistes d'un média d'opposition de Hong Kong n'ont pas été autorisés à assister à une conférence de presse donnée par le chef de l'exécutif. En décembre, des journalistes de la même société de médias ont été empêchés de couvrir un séminaire lors duquel s'exprimait un haut fonctionnaire de l'administration centrale, tandis que d'autres journalistes de Hong Kong ont pu participer à l'événement. Le 19 décembre, 14 figures de l'opposition de Hong Kong et quatre journalistes de la presse écrite d'opposition se sont vu refuser l'entrée à Macao, au motif qu'ils porteraient atteinte à l'ordre public.

En ce qui concerne la liberté de réunion, les dirigeants du syndicat des employés de casino *Forefront of Macau Gaming* ont été arrêtés à la suite d'une altercation mineure avec la police concernant l'itinéraire d'une manifestation; ils ont ensuite été libérés dans l'attente d'une procédure pénale.

La liberté académique a semblé être compromise à l'occasion du non-renouvellement des contrats de deux professeurs d'université connus pour leurs déclarations critiques à l'égard du gouvernement; un troisième professeur a été rétrogradé. Il a été signalé que certains autres universitaires avaient été invités par la direction de l'université à s'abstenir de toute déclaration politique critique. L'UE estime que la liberté académique est l'un des piliers d'un secteur universitaire dynamique capable de répondre aux besoins de l'économie et de la société dans son ensemble.

Le gouvernement de Macao a continué de déployer des efforts importants pour lutter contre la criminalité transfrontière, en particulier la traite des êtres humains. Le Comité des mesures dissuasives concernant la traite des êtres humains, organe interservices comprenant des représentants du gouvernement, des autorités répressives, du système judiciaire et du secteur social, a continué de lutter contre la traite des êtres humains et à mettre en œuvre des mesures

dans le domaine de la prévention et de la protection des victimes. Un certain nombre d'activités ont été réalisées, notamment pour former les juges, les magistrats, les avocats et les autres professionnels. Le bureau d'aide sociale du gouvernement a organisé trois cours sur la protection des victimes de la traite des êtres humains en octobre et le bureau des affaires juridiques trois séminaires sur la prévention de la traite des êtres humains en décembre.

Macao et Hong Kong ont entamé des négociations concernant un traité d'extradition des criminels fugitifs. En vertu de ce traité, les fugitifs se réfugiant dans une RAS afin d'éviter des sanctions dans l'autre y seront renvoyés. Le futur traité pourrait s'appliquer de manière rétroactive.

Lutte contre la corruption

En mars, la Commission contre la corruption (CCAC) de Macao a indiqué dans son rapport annuel au chef de l'exécutif que la charge de travail avait été lourde en 2013, en raison non pas d'un nombre accru de cas, mais de leur plus grande complexité. Les citoyens de Macao ont continué de réclamer une plus grande efficacité de la CCAC.

Pour ce qui est de la corruption dans le secteur public, le nombre de cas signalés et de cas ayant fait l'objet d'une enquête est resté stable par rapport à 2012. À en juger par les cas divulgués, les principales violations demeurent l'acceptation de pots-de-vin en vue d'actes illégaux, les abus de pouvoir et la falsification de documents; les manquements aux obligations des fonctionnaires et une mauvaise gestion portant atteinte aux intérêts publics n'étaient pas rares non plus. D'après le président de la CCAC, cela montre que les fonctionnaires peuvent encore améliorer leur vigilance, leurs normes éthiques et leur impartialité dans l'application de la loi.

En mai, le Conseil exécutif de Macao a annoncé un projet de loi contre la corruption dans le domaine du commerce extérieur, interdisant l'offre de pots-de-vin à des fonctionnaires travaillant en dehors de la RAS. Une telle loi permettrait à Macao de tenir l'engagement pris au titre de la convention des Nations unies contre la corruption.

Évolution de la situation économique

La libéralisation et la modernisation du secteur des jeux ont propulsé Macao au rang des économies les plus riches du monde¹. Macao est le plus grand marché du jeu de la planète depuis 2006. Les jeux constituent l'élément central de son économie, contribuant à hauteur de 46 % à son PIB². Environ un cinquième de la population active de Macao travaille dans le secteur des jeux³. La taxe sur les jeux (35 % des recettes brutes des jeux) représente 80 %⁴ des recettes fiscales de Macao. Le marché du jeu prospère grâce au flux continu de visiteurs en provenance de Chine continentale, qui constituent environ deux tiers des touristes de Macao.

¹ En termes nominaux, le PIB par habitant a atteint 697 502 MOP (91 376 USD) en 2013 à Macao, plaçant ce dernier dans le top six mondial (données de la Banque mondiale).

² *Industrial Structure of Macao 2013*, service des statistiques et du recensement du gouvernement de la RAS de Macao.

³ D'après le service des statistiques et du recensement du gouvernement de la RAS de Macao, un total de 87 000 personnes, soit 21,5 % de la population active totale, étaient employées dans le secteur des jeux au quatrième trimestre de 2014.

⁴ Selon les chiffres provisoires publiés par le bureau des services financiers du gouvernement de la RAS de Macao, les impôts directs provenant des jeux ont atteint 128 900 000 000 MOP en 2014, ce qui représente 82,5 % des recettes fiscales.

Après la croissance à deux chiffres enregistrée en 2013, l'économie de Macao a ralenti en 2014, en raison d'un recul des recettes tirées des jeux, le secteur ayant connu sa pire année depuis sa libéralisation en 2002. Lesdites recettes se sont effondrées de 30 % en décembre 2014, le septième mois consécutif de baisse. Sur toute l'année, la diminution s'est toutefois limitée à 2,6 %, avec une chute des recettes à 351 500 000 000 MOP, grâce à une croissance plus forte au cours des premiers mois. Les entreprises de jeu ont été en proie à de grandes difficultés, car les mesures prises par le gouvernement central pour lutter contre la corruption ont tenu les riches joueurs de Chine continentale à l'écart (le «segment VIP» représente jusqu'à 70 % des recettes tirées des jeux). Le ralentissement de la croissance économique a également réduit la demande du grand public.

Compte tenu de la baisse considérable des recettes brutes tirées des jeux et de la réduction des dépenses des visiteurs, le PIB pour l'ensemble de l'année 2014 s'est contracté de 0,4 %⁵ en termes réels, la forte croissance du PIB au cours du premier semestre de l'année ayant été compensée par une diminution au cours du second semestre. Toutefois, la demande intérieure est restée forte. La consommation privée et les dépenses publiques se sont maintenues. Les investissements privés ont continué à connaître une forte augmentation étant donné que la construction de nouveaux hôtels et complexes de vacances s'est poursuivie. Six nouveaux complexes immenses sont en projet. La pression inflationniste est restée au niveau relativement élevé de 6 % en 2014, en raison de la vigueur de l'activité économique. Le taux de chômage est constamment demeuré inférieur ou égal à 2 % au cours des trois dernières années, pour s'établir à 1,7 % en 2014. En dépit de l'affaiblissement du secteur des jeux, le tourisme s'est bien porté, les entrées de visiteurs ayant atteint les 31 500 000, soit une augmentation de 7,5 % en glissement annuel.

Macao continue de souffrir d'une grave pénurie de main-d'œuvre et son économie reste fortement tributaire des travailleurs et des professionnels provenant d'ailleurs. Le nombre de travailleurs non résidents a augmenté de 24 % pour s'établir à 170 346 en 2014, ce qui représente 42 % de la population active. Les entreprises se plaignent du manque de personnel adéquat pour gérer leurs activités en expansion.

Un projet de loi établissant un salaire minimal légal a été examiné en première lecture par l'Assemblée législative en juillet. Le gouvernement a proposé que le salaire minimal légal des agents de sécurité et des concierges employés à Macao par des entreprises de gestion d'immeubles soit fixé à 30 MOP de l'heure.

Si Macao est l'une des économies les plus riches du monde pour ce qui est du revenu par habitant, la répartition des revenus y est très inégale. Le gouvernement s'efforce de répartir la richesse au moyen d'un système de distribution d'espèces mis sur pied en 2008. En 2014, chaque résident permanent a reçu 9 000 MOP et chaque résident non permanent 5 400 MOP. En novembre, le chef de l'exécutif, M. Chui, a annoncé que les mêmes montants seraient octroyés en 2015, parallèlement à des subventions supplémentaires en faveur des titulaires de comptes de fonds de prévoyance répondant à certaines conditions et à une série d'allègements

⁵ Sauf mention contraire, les indicateurs économiques relatifs à Macao proviennent du service des statistiques et du recensement du gouvernement de la RAS de Macao.

fiscaux pour les entreprises et les particuliers. Une enquête réalisée en 2014 par le gouvernement a indiqué que l'écart de richesse se comblait peu à peu⁶.

L'importance du secteur des jeux à Macao rend la région vulnérable au blanchiment de capitaux, parce qu'elle permet de faire sortir de l'argent sale de Chine continentale. En 2014, les autorités ont tenté à plusieurs reprises de lutter contre ce phénomène, notamment en intensifiant le contrôle exercé sur les intermédiaires (les *junket operators*)⁷. Plusieurs représentants de grandes sociétés intermédiaires ont été arrêtés ou font l'objet d'enquêtes. Le gouvernement de Macao a aussi restreint l'utilisation de cartes de paiement mobiles dans les casinos pour éviter que les contrôles des devises soient contournés. Lors de sa visite à Macao en décembre, le président, M. Xi Jinping, a déclaré que la croissance alimentée par les casinos à Macao avait entraîné des «problèmes tenaces» et des «risques pour le développement». Il a indiqué que Macao devait améliorer la réglementation et la supervision du secteur des jeux et diversifier son économie en utilisant mieux les ressources locales, notamment en coopérant avec la région du delta de la rivière des Perles. À la même occasion, M. Li Fei, président du Comité de la loi fondamentale de Macao et secrétaire général adjoint du Comité permanent du Congrès national du peuple, a fait observer que la «très grande prédominance» du secteur des jeux allait à l'encontre des intérêts non seulement de la RAS, mais aussi de l'ensemble de la nation.

Pour aider Macao à diversifier son économie au moyen d'une coopération transfrontière avec la province du Guangdong, la nouvelle zone de Hengqin⁸ a été mise en place en 2009, avec l'approbation du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine, dans le but d'étudier un nouveau mode de coopération entre Guangdong, Hong Kong et Macao. En 2014, le gouvernement de Macao avait reçu un total de 89 demandes de sociétés de Macao souhaitant s'établir à Hengqin, dont 33 avaient été transmises aux autorités de Hengqin pour approbation. Toutefois, les représentants des petites et moyennes entreprises de Macao ont indiqué que les seuils d'entrée avaient été fixés à un niveau trop élevé pour les PME et qu'elles ne voyaient guère de possibilité de s'établir dans la nouvelle zone. Macao a entamé une réflexion au sujet d'une collaboration avec Zhongshan, une ville voisine de Zhuhai, concernant les possibilités d'acquisition ou de location de sites pour le développement industriel de Macao. Afin de faciliter la circulation des marchandises et des personnes entre Macao et la nouvelle zone de Hengqin, le Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine a accepté de prolonger les heures d'ouverture des trois postes-frontières entre Macao et Zhuhai avec effet au 18 décembre. Ces postes-frontières sont désormais ouverts 24 heures sur 24, ce qui facilite les déplacements domicile-lieu de travail. Les nouvelles dispositions sont pratiques pour ceux qui n'ont pas les moyens de vivre à Macao et doivent chercher d'autres solutions pour se loger de l'autre côté de la frontière et elles permettent ainsi de réduire la pression qui s'exerce sur le secteur du logement à Macao.

⁶ Selon l'enquête sur le budget des ménages publiée en avril 2014 par le service des statistiques et du recensement du gouvernement de la RAS de Macao, le coefficient de Gini de Macao était de 0,35 sur une échelle de 0 à 1 en 2012/2013, contre 0,38 en 2007/2008.

⁷ Les *junkets* sont les intermédiaires qui amènent des clients enclins à dépenser des sommes importantes au casino, leur accordent un crédit et recouvrent leur dette en échange d'une commission.

⁸ La nouvelle zone de Hengqin est située sur l'île de Hengqin, au sud de la ville de Zhuhai, dans la province de Guangdong. Elle est reliée à Macao par un pont.

Le développement des liaisons de transport entre Macao, Zhuhai et Hong Kong est en bonne voie. La construction du pont Hong Kong-Zhuhai-Macao devrait s'achever fin 2016. La ligne ferroviaire à grande vitesse Guangzhou-Zhuhai devrait être prolongée jusqu'à Macao en 2015 via un tunnel sous la mer. Ces projets d'infrastructure permettront de réduire très sensiblement les temps de trajet entre la Chine continentale, Macao et Hong Kong.

En décembre, la Chine continentale et Macao ont signé un accord auxiliaire sur la libéralisation élémentaire du commerce des services dans la province de Guangdong, dans le cadre de l'accord instaurant un partenariat économique plus étroit entre la Chine continentale et la RAS de Macao (CEPA). Cet accord auxiliaire est venu s'ajouter aux dix addenda signés jusqu'à présent dans le cadre du CEPA. Il devrait constituer un modèle en vue de la libéralisation élémentaire du commerce des services dans l'ensemble de la Chine en 2015. La Chine s'est engagée à procéder à une libéralisation élémentaire du commerce des services avec Macao avant l'expiration, en 2015, du 12^e plan national quinquennal.

Macao a satisfait aux phases I et II des évaluations par les pairs effectuées respectivement en 2011 et en 2013 par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce qui confirme que son cadre juridique comme les opérations concrètes en matière d'échange de renseignements fiscaux à la demande répondent aux normes adoptées à l'échelle internationale. En 2014, Macao avait conclu des conventions fiscales avec 20 pays, dont cinq en matière de double imposition et 15 concernant l'échange de renseignements fiscaux.

Macao a également répondu positivement à l'appel mondial à la lutte contre l'évasion fiscale. En septembre 2014, le gouvernement de la RAS de Macao a annoncé que Macao adopterait la norme mondiale d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers mise au point par l'OCDE et approuvée par le G20. Les autorités ont également déclaré que Macao modifierait sa législation en vue d'assurer dans les meilleurs délais la conformité avec la nouvelle norme.

Relations bilatérales entre l'UE et Macao

La valeur des échanges bilatéraux entre l'UE et Macao a chuté de 11 % pour tomber à 613 000 000 EUR en 2014. Les exportations de l'UE vers Macao ont diminué de 5,9 % et se sont établies à 540 000 000 EUR, à mesure que la demande d'importations de Macao s'affaiblissait sous l'influence du ralentissement de son économie. Les exportations de l'UE consistaient principalement en des produits de luxe, des produits alimentaires et des boissons, ainsi que des automobiles. Les importations de l'UE en provenance de Macao ont connu une baisse notable, de 37 %, s'établissant à 72 000 000 EUR en 2014, en raison de la poursuite de la contraction de la base industrielle de Macao. En conséquence, l'UE a enregistré un excédent commercial de 468 000 000 EUR avec Macao. L'UE est restée le deuxième fournisseur de Macao après la Chine, sa part atteignant 24 % des importations en 2014. L'UE et ses entreprises tiennent à collaborer avec le gouvernement de Macao dans ses efforts de diversification de son économie, d'amélioration de la durabilité de son développement économique et de promotion des échanges et des flux d'investissements bilatéraux.

Les relations bilatérales entre l'UE et Macao ont poursuivi leur développement positif. La 19^e réunion de la commission mixte instituée en vertu de l'accord de commerce et de coopération UE-Macao s'est tenue à Bruxelles le 15 juillet. Les participants ont passé en revue les tendances positives concernant la coopération dans les domaines de l'économie, du commerce et de l'éducation. Une attention particulière a été accordée à la coopération économique entre Macao et la Chine continentale dans le cadre du CEPA et de la coopération dans la région du delta de la rivière des Perles, y compris la nouvelle zone de Hengqin. Pour renforcer leurs liens commerciaux, l'UE et Macao ont décidé de mettre en place un dialogue commercial régulier entre eux afin de faciliter les échanges directs entre les entreprises de l'UE exerçant des activités à Macao et les autorités et de contribuer à la réalisation des objectifs à moyen terme tels que la diversification de l'économie.

La chambre de commerce européenne à Macao (MECC), inaugurée en 2013⁹, a vu son programme d'activités s'élargir. En coopération avec la chambre de commerce européenne à Hong Kong, la MECC a coordonné la participation européenne au forum et à l'exposition sur la coopération internationale dans le domaine de l'environnement (MIECF) qui se sont tenus à Macao en mars (avec 38 exposants européens, en provenance de 12 États membres de l'UE) et à la foire internationale de Macao sur le commerce et les investissements (MIF) organisée en octobre, avec des participants de 11 États membres. Le rôle de la MECC s'accroîtra dans le cadre du futur dialogue commercial entre l'UE et Macao.

Un grand nombre de nouvelles activités ont été organisées dans le cadre du programme universitaire de l'Union européenne (EUAP) à Macao. Géré par un consortium relevant de l'université de Macao, ce programme a permis d'accueillir des orateurs invités, des séminaires et la première conférence internationale sur les relations UE-Chine, qui a rassemblé 12 universités de sept pays. Les activités d'information de l'EUAP se sont également développées, avec la première édition de l'université d'été de l'UE pour les jeunes étudiants locaux et le «défi du court métrage» de l'UE, dont sont ressortis neuf courts métrages sur les relations entre l'UE et Macao. La deuxième édition de l'événement très apprécié consistant en la simulation d'une réunion du Conseil européen sur le modèle de l'UE a également été organisée dans le cadre de l'EUAP; les lauréats ont participé à une visite d'étude à Bruxelles. À l'occasion de la Journée de l'Europe, une Semaine de l'UE, remplie de séminaires et d'activités à l'intention des jeunes, a été organisée dans le cadre de l'EUAP.

La Commission européenne a poursuivi sa coopération avec l'institut polytechnique de Macao concernant la formation d'interprètes et de traducteurs chinois-portugais, soutenant ainsi Macao dans son rôle de plate-forme entre la Chine et les pays lusophones.

Les principales priorités pour 2015 comprennent la coopération concernant la diversification de l'économie de Macao, l'optimisation des avantages potentiels du CEPA pour les entreprises locales et européennes établies à Macao et l'examen de la convergence

⁹ La MECC est une chambre hybride dont les membres sont à la fois les chambres de commerce nationales des États membres de l'UE (l'association des entreprises britanniques à Macao, l'association d'affaires France-Macao, l'association d'affaires Allemagne-Macao, la chambre de commerce irlandaise à Macao, la chambre de commerce roumaine à Macao et la chambre de commerce et d'industrie sino-portugaise) et des entreprises individuelles.

réglementaire dans des domaines tels que la politique de la concurrence, les marchés publics et les droits de propriété intellectuelle.